

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 34 (1997)
Heft: 1324

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 27.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le prix social des accords bilatéraux

LE PATRONAT HELVÉTIQUE monte au front. Il exige une conclusion rapide des négociations bilatérales avec l'Union européenne. Le Vorort, l'Union patronale, l'Union suisse des arts et métiers, les constructeurs de machines, Käthi Bangerter, conseillère nationale et industrielle de son état, tous sont venus témoigner lors d'une conférence de presse des effets négatifs de l'isolement de la Suisse sur la santé économique du pays. Les investissements stagnent, les emplois se déplacent à l'étranger, les obstacles techniques et douaniers rendent moins concurrentiels nos produits d'exportation.

C'est pourquoi les organisations patronales s'engagent à tout mettre en œuvre pour convaincre le Parlement et le peuple d'accepter les résultats de ces négociations.

Elles rappellent à juste titre qu'un désaccord de quelques dizaines de francs sur le prix de la traversée du pays par un camion de 40 tonnes ne doit pas masquer l'enjeu plus global de nos rapports avec Bruxelles (*DP* 1320, « Quel est le prix des négociations bilatérales? »).

Ce soutien massif suffira-t-il à emporter l'adhésion d'une majorité populaire? Les citoyennes et les citoyens identifieront-ils leurs intérêts à ceux de l'économie? Nous n'en sommes pas persuadés. Parce qu'aujourd'hui prédominent la méfiance et l'in-

sécurité, un climat tout sauf favorable au changement, à une étape nouvelle dans nos rapports avec l'Europe. Et dans l'instauration de ce climat malsain, les organisations patronales et nombre d'entreprises portent une lourde responsabilité.

Loi sur le travail, assurances sociales, fiscalité: à chaque occasion le patronat et ses relais parlementaires ont procédé à des adaptations trop unilatéralement à la charge des salariés. La modernisation de l'économie exige plus de flexibilité dans les conditions de travail, tout le monde en convient. Mais pas une flexibilité à sens unique. Les

*À chaque occasion
le patronat et ses
relais parlementaires
ont procédé à des
adaptations trop
unilatéralement à la
charge des salariés*

conventions collectives, piliers de la paix du travail, sont progressivement vidées de leur contenu, voire même dénoncées. Des entreprises florissantes licencient pour accroître leurs profits à court terme.

Lors de la conférence de presse, un représentant patronal a cité en exemple la Hollande, qui connaît un taux de croissance soutenu et crée des emplois. Certes, mais dans ce pays syndicats et patronat ont su négocier équitablement les conditions de la compétitivité des entreprises. Un exemple à suivre d'urgence en Suisse si l'on veut convaincre les salariés des bienfaits d'un rapprochement avec l'Europe. Faute de quoi les chantages de l'isolement trouveront un terrain fertile pour leurs arguments.

JD